

# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS VICTIME D'UNE TENTATIVE D'ENLÈVEMENT

**Le 23 janvier, Blanca Nubia Diaz a été victime d'une tentative d'enlèvement à Bogotá, en Colombie. Cette femme réclame justice pour le viol et l'homicide de sa fille, Irina del Carmen Villero Díaz, perpétrés par des paramilitaires.**

Le 23 janvier, une voiture a suivi **Blanca Nubia Díaz** en plein jour à Bogotá. Une femme est sortie du véhicule et a dit à celle-ci : « Maître Irene nous envoie vous dire de venir avec nous. » Lorsque Blanca Nubia Díaz a répondu qu'elle ne connaissait pas cette personne, la femme a insisté pour qu'elle aille dans la voiture en disant : « Montez, comment pourriez-vous ne pas la connaître alors que c'est elle qui gère votre dossier. » Blanca Nubia Díaz s'est vu ordonner plusieurs fois de monter dans le véhicule ; la femme a même essayé de l'y forcer, puis elle est partie lorsque Blanca Nubia Díaz a commencé à appeler à l'aide.

Cette dernière est membre du Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE). Elle réclame justice depuis que des paramilitaires, agissant avec les forces de sécurité, ont torturé, violé et tué sa fille Irina del Carmen Villero Díaz en mai 2001, dans la municipalité d'Albania, dans le département de La Guajira. Elle a signalé ce crime auprès du bureau du procureur général à Maicao, dans le même département. Aucune avancée n'a cependant été faite dans cette affaire jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle ordonne aux autorités, en 2008, d'enquêter sur plus de 180 crimes sexuels commis dans le cadre du conflit en Colombie et dont ont été victimes des femmes et des jeunes filles, y compris Irina del Carmen Villero Díaz. **Irene López Garzón**, l'avocate de Blanca Nubia Diaz, dirige l'ONG de défense des droits humains Corporación Jurídica Yira Castro, qui fait partie du MOVICE ; elle nie avoir envoyé quelqu'un chercher sa cliente. Elle-même reçoit des menaces de mort depuis des années en raison de son travail contre l'impunité.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :**

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de Blanca Nubia Díaz, de sa famille, d'Irene López Garzón et d'autres membres du MOVICE, et exhortez les autorités à assurer leur sécurité, dans le respect total de leurs souhaits ;
- appelez-les à diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur la tentative d'enlèvement de Blanca Nubia Díaz, les menaces qui lui ont été adressées ainsi qu'à sa famille et Irene López Garzón, et le viol, les actes de torture et l'homicide dont a été victime Irina del Carmen Villero Díaz en 2001 ; demandez-leur de rendre les conclusions publiques et de traduire les responsables présumés en justice ;
- priez-les instamment de prendre des mesures immédiates pour démanteler les groupes paramilitaires et rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément à l'engagement du gouvernement et aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales ;
- engagez-les à suivre les recommandations et conclusions émises par certains mécanismes nationaux et internationaux qui luttent pour la protection des droits des femmes et contre les violences à l'égard de celles-ci.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 8 MARS 2012 À :**

Président de la Colombie  
Juan Manuel Santos  
Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26,  
Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 596 0631**

**Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,***

Fiscalía General de la Nación  
Diagonal 22B No. 52-01  
Bloque C Piso 4  
Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 570 2000 ext 2023**

**Formule d'appel : *Estimada Sra. Fiscal General, / Madame la Procureure générale,***

**Copies à :**

Procureure générale

Viviane Morales

MOVICE

Carrera 5 No. 16-14

Oficina 807

Bogotá, Colombie

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.



# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS VICTIME D'UNE TENTATIVE D'ENLÈVEMENT

### COMPLÉMENT D'INFORMATIONS

Le conflit armé interne qui déchire la Colombie depuis plus de quarante-cinq ans oppose les forces de sécurité et les paramilitaires à divers mouvements de guérilla. Toutes les parties au conflit continuent de commettre couramment des crimes de droit international et des graves violations des droits humains, y compris des violences sexuelles à l'égard des femmes et des filles de façon systématique. Bien que bon nombre de ces atteintes aux libertés fondamentales équivalent à des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, les autorités colombiennes manquent de prendre des mesures décisives pour mettre fin aux violences faites aux femmes dans le cadre du conflit et traduire les responsables présumés en justice. Le manque de sécurité dissuade la plupart des victimes et leurs proches de signaler ces agissements. Des témoins, des familles de victimes, des procureurs, des avocats et des juges impliqués dans des enquêtes relatives aux droits humains ont également été surveillés, menacés ou tués.

Bien que les autorités affirment que tous les paramilitaires ont été démobilisés au cours d'un programme lancé en 2003 et soutenu par le gouvernement, ces groupes continuent d'agir et de commettre de graves atteintes aux droits humains à l'encontre de défenseurs de ces droits et d'autres civils, parfois avec l'assentiment, voire la complicité, des forces de sécurité.

Le MOVICE est une vaste coalition d'organisations de la société civile qui milite pour obtenir vérité, justice et réparation au nom des victimes du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années. Les membres des différentes branches du MOVICE à travers le pays front fréquemment l'objet de menaces et de manœuvres d'intimidation.

Le 26 mars 2001, Irina del Carmen Villero Díaz, 15 ans, membre de la communauté indigène wayúu du département de La Guajira, a été torturée, violée puis tuée par des paramilitaires dans le quartier de Cuestecitas, dans la municipalité d'Albania (département de La Guajira). Lorsque sa mère a essayé de la retrouver, elle a été informée que plusieurs femmes avaient été tuées en même temps. Blanca Nubia Díaz a essayé de découvrir où était le corps de sa fille mais elle a été forcée de quitter le département de La Guajira après avoir été menacée par les paramilitaires. Irina del Carmen Villero Díaz a été enterrée anonymement ; ce n'est qu'en 2010 que Blanca Nubia Díaz a pu réclamer son corps. Elle a inhumé sa fille en août 2010 selon les coutumes du peuple indigène wayúu. L'enquête sur les sévices subis par Irina del Carmen Villero Díaz n'a pas avancé en plus de 10 ans.

Blanca Nubia Díaz et ses proches ont reçu plusieurs menaces. Le 28 juillet 2011, deux hommes ont approché son petit-fils à Bogotá et lui ont dit : « On connaît ta mère et on connaît ta grand-mère Blanca Nubia, ce qu'elle fait et avec qui elle est... »

Noms : Blanca Nubia Díaz et Irene López Garzón

Genre : femmes

AU 26/12, AMR 23/004/2012, 26 janvier 2012

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

